



AFRICA PERSPECTIVES INSTITUTE (API)



CONFERENCE - DEBAT

Thème :

Crise du multilatéralisme : Quels enjeux et solutions pour les pays africains ?

18 septembre 2025 à 17H, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

1. Contexte et justification

Le multilatéralisme, système de gouvernance internationale fondé sur la coopération institutionnalisée entre États, contribue directement à la paix, à la prospérité partagée et au développement durable, tant au niveau global qu'au bénéfice des pays africains.

Toutefois, ce modèle de la gouvernance mondiale traverse l'une de ses plus graves crises depuis le début de la décennie 2010, avec la montée de l'unilatéralisme (« America First »), l'érosion du consensus sur les normes globales, l'affaiblissement des financements et le transfert de pouvoirs vers des coalitions ad'hoc (Nye, 2011 ; Ikenberry, 2018).

Cette situation a pour corollaire l'érosion de la confiance dans les grandes organisations internationales telles que l'ONU et ses organismes spécialisés, le FMI, etc.), et incidemment la remise en cause de leur légitimité et leur efficacité.

Au cœur de cette crise se trouvent deux dysfonctionnements majeurs. Primo, une représentation déséquilibrée des pays africains, malgré leur poids démographique (plus d'1,3 milliard d'habitants) et leurs besoins croissants en infrastructures, énergies et services (Adebajo, 2015). Secundo, une capacité institutionnelle limitée des organisations régionales africaines (Union africaine, CEDEAO, SADC) en raison des difficultés à assurer leur autonomie financière, des chevauchements de mandats et d'une faible intégration opérationnelle (Mkandawire, 2011 ; Murithi, 2014).

Sur le continent africain, la désintégration récente de la CEDEAO illustre de façon dramatique les limites actuelles de la coopération multilatérale et ses conséquences sur l'économie des pays. En effet, le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO effectif depuis le 29 janvier 2025 remet en cause le protocole de libre circulation des personnes et des biens et surtout le partage de renseignements sécuritaires, noyau dur de la lutte commune contre le terrorisme et le crime organisé. Cette rupture qui fragilise l'Organisation en lui faisant perdre près de 70 millions d'habitants et 10% de son PIB régional, a révélé l'insuffisance des mécanismes multilatéraux africains pour maintenir la cohésion face à des logiques souverainistes opposées.

D'une manière générale, cette crise du multilatéralisme pourrait se traduire à court terme, pour l'Afrique, par une pression de plus en plus forte sur les finances publiques avec une dépendance accrue aux prêts bilatéraux (Chine, Inde, Émirats), une exclusion des circuits de financement multilatéral traditionnels et la vulnérabilité face aux crises sanitaires, climatiques

(sécheresses, inondations) et financières, sans filet de sécurité multilatéral suffisant.

Dans un tel contexte, il apparaît nécessaire de mener les réflexions visant à renouveler les stratégies de développement des pays africains afin d'assurer leur souveraineté économique et politique grâce à une intégration régionale opérationnelle et à une meilleure représentation dans la gouvernance mondiale.

2. Objectif

L'objectif de cette activité est de créer un cadre d'échanges stratégiques autour des enjeux suivants :

- comprendre les dynamiques actuelles de la crise du multilatéralisme ;
- Analyser les répercussions concrètes sur l'Afrique (paix, sécurité, financement, développement, intégration régionale) ;
- identifier les options stratégiques pour une Afrique actrice et non spectatrice de la recomposition de l'ordre mondial ;
- Formuler des recommandations pour un multilatéralisme africain renoué, intégrant le développement durable, la résilience aux chocs et la participation aux normes internationales.

3. Public cible

Les Diplomates, représentants d'organisations internationales et régionales, décideurs publics, experts en relations internationales, think tanks, universitaires, organisations de la société civile et médias spécialisés.

4. Format

Les échanges se feront au cours d'une conférence-débat d'une durée de 2h30 à 3h avec exposés liminaires d'experts suivis d'échanges libres avec le public.

5. Date et lieu

L'activité est prévue le 18 septembre 2025 de 17h00 à 20h00 au SOFITEL Abidjan HOTEL IVOIRE.

6. Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

- un diagnostic partagé du multilatéralisme et de la place de l'Afrique dans la nouvelle donne mondiale ;
- des recommandations concrètes pour l'action stratégique et diplomatique des pays africains ;
- un document de synthèse pouvant servir de base à des plaidoyers et à des actions de politiques.

7. Agenda

Horaire	Activités	Responsable
16h30 – 17h00	Accueil et café de bienvenue	Organisation
17h00 – 17h15	Discours d'ouverture et de cadrage du PCA de API	MC
17h15 – 18h00	Exposé : Crise du multilatéralisme : diagnostic global, impact et enjeux, options stratégiques pour les pays africains	Pr Alban Ahouré , économiste Principal, Directeur de la CAPEC ; Madame Hélène N'Garnim-Ganga , Coordonnatrice Résidente des Nations Unies en Côte d'Ivoire
18h00 – 18H30	Intervention des Guest speakers	Monsieur Patrick ACHI , ancien Premier Ministre, Conseiller Spécial à la Présidence de la République ; Madame N'Gozi Okonjo-Iweala , Directeur Général de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
18h30 – 19h30	Débat ouvert- Questions et échanges	MC
19h30 – 19h45	Synthèse des recommandations et clôture	Organisation
19h45 – 20h00	Cocktail	Organisation

Guest speakers :

- Monsieur **ACHI Patrick**, Conseiller Spécial à la Présidence de la République, ancien Premier Ministre, avec une solide expérience des enjeux géo-économiques et des partenariats multilatéraux ;
- Dre **N'Gozi Okonjo-Iweala**, Directeur Général de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).